

la lettre eau

Septembre 2008 - n°44

Sommaire

Actualité

Sept ans de travail pour éviter la fermeture
d'une plage sur dix en 2015

p.3

Dossiers

Périmètres de protection de captage :
les défaillances des collectivités
sanctionnables mais non sanctionnées ?

p.6

Analyse des questionnaires de la consultation sur l'eau
distribués dans les six bassins métropolitains

p.8

La restauration des cours d'eau :
Vous avez dit trop cher ?

p.12

Révision des SDAGE : d'après négociations sous la
pression des lobbies les plus influents

p.14

Spécial
Consultation
15 avril - 15 octobre
2008



«**France Nature Environnement** rassemble plus de 3000 associations nationales, régionales et locales réparties sur l'ensemble du territoire. Présente dans de nombreuses institutions de concertation, la fédération nationale place la protection de la nature, de l'environnement et de notre santé au cœur des décisions publiques afin que les décideurs politiques n'ignorent plus les préoccupations des citoyens».

La politique de l'eau requiert une attention constante de la part des citoyens, afin de veiller à une eau de bonne qualité, respectueuse de la santé humaine, ainsi qu'à la biodiversité des milieux naturels aquatiques. Les pages du site de FNE dédiées à l'eau ont cette vocation de vous transmettre l'essentiel de l'information sur l'eau en France, tout comme une analyse des politiques dans ce domaine. Venez visiter les pages eau : <http://www.fne.asso.fr>

Devenez un «don'acteur» Faites un don pour que l'eau reste vive !

Les dons des particuliers sont déductibles du revenu imposable. Un reçu fiscal sera adressé à tous les donateurs.

Vous pouvez soutenir les actions du Réseau eau de France Nature Environnement en nous faisant parvenir vos dons aux coordonnées suivantes :

**Pôle ressources en eau et milieux
naturels aquatiques
de France Nature Environnement**
6 rue Dupanloup - 45000 Orléans
☎ 02 38 62 55 90 - ☎ 02 38 62 55 91
e.mail : eau@fne.asso.fr
site web : www.fne.asso.fr

Directeur de la publication : Sébastien Genest
Rédacteur en Chef : Bernard Rousseau, responsable
des politiques Eau de France Nature Environnement
Comité de rédaction : Estelle Le Guern et Romain Suaudeau
Mise en page : Charlotte Laffolay - Sologne Nature
Environnement
Impression : Imprimerie Nouvelle
Routage : Dautry
Photo de couverture : Rivière du Lot - Bernard
Rousseau



La Lettre eau est éditée par un imprimeur labellisé Imprim'Vert. Cela signifie qu'il respecte 3 objectifs :

- la bonne gestion des déchets dangereux
- la sécurisation des stockages de produits dangereux
- l'exclusion des produits toxiques des ateliers.

Par ailleurs, la Lettre eau est imprimée sur du papier recyclé.

La reproduction de textes tirés de la lettre eau est autorisée sous réserve d'en citer la source datée.

édito



Pour une eau vivante : les CB nouveaux sont arrivés... et ça enivre !

Tous les six ans, les membres des comités de bassin (CB), regroupant élus, représentants des usagers de l'eau et représentants de l'Etat, sont renouvelés⁽¹⁾. Le processus dure plusieurs mois et conduit à de nombreuses tractations auxquelles participent les chambres consulaires, les fédérations et syndicats patronaux, les organisations représentatives des élus, et les associations (de pêche, de consommateurs, de protection de l'environnement), sous l'œil attentif de l'Etat et des préfets coordonnateurs de bassin.

En 2008, pour la première fois, France Nature Environnement, par l'intermédiaire de son Réseau Eau, a animé dans chaque bassin des démarches collectives de construction des listes des représentants des associations de protection de la nature et de l'environnement dans les CB.

Ce travail d'identification a été conduit avec les associations fédérées par FNE, et en croisant divers critères : la représentation géographique, la disponibilité et la complémentarité des compétences.

En Loire-Bretagne, le Préfet coordonnateur de bassin a proposé à FNE que la LPO et Espaces Naturels de France, rentrent au Comité de bassin. Après consultation de ces deux associations, un représentant de chacune d'entre elles a été intégré dans la liste construite par FNE. Celle-ci a été acceptée in extenso par le Préfet coordonnateur de bassin : tout va bien !

En Rhin-Meuse, les associations n'ayant pas trouvé de terrain d'entente, c'est le Préfet coordonnateur qui a joué les arbitres : pas satisfaisant ! En Rhône-Méditerranée, la DIREN⁽²⁾ de bassin a fait une consultation de l'ensemble des associations région par région, dont il est ressorti un vivier de personnes. De son côté, le Réseau Eau de FNE a proposé une liste pour l'ensemble du bassin, en lien avec ses associations régionales. En fin de compte, le Préfet coordonnateur a sélectionné trois représentants FNE, un WWF, un Espaces Naturels de France et une association locale ! Méthode efficace certes, mais pas satisfaisante, car les associations sont là aussi à la merci des choix de l'administration. En Adour-Garonne, la démarche n'a jamais été réellement précisée par rapport aux associations sollicitées, ce qui a empêché de construire une liste commune telle que sur Loire-Bretagne : au final, 4 représentants FNE et un LPO ont été choisis, mais avec un gros déséquilibre géographique ! En Artois-Picardie... RAS : les militants vivent sur une île !

En Seine-Normandie, après concertation avec les associations du bassin, une liste FNE a été communiquée aux autorités dès le mois de mai, sans concertation avec les autres ONG. Au retour, les nominations sont surprenantes : une présidente d'association non candidate a été désignée à la place du militant désigné démocratiquement par cette présidente et son CA. Les candidats Loire-Bretagne et Seine-Normandie du CESR Centre⁽³⁾ ont été inversés ; le candidat pour Seine-Normandie nommé en Loire-Bretagne a aussi été désigné en Seine-Normandie au titre des Associations de protection de la nature : très fort ! Cette situation devrait être corrigée, mais quand même, Seine-Normandie détient le pompon de l'exotisme !

Pour les associations, la leçon est simple, si elles veulent éviter d'être désignées par l'Etat dans des conditions incertaines, elles devront à l'avenir mieux s'organiser : il leur manque aujourd'hui une structure nationale de concertation crédible et représentative de toutes les associations.

La désignation des 855 membres dans les six CB étant terminée, les premières réunions ont pu se tenir dès juillet 2008 avec un programme obligé : élections du Président et du vice-Président, des membres du Conseil d'administration, désignation des membres des commissions et du bureau du CB. Tous ces actes peuvent être marqués ou non par un esprit d'ouverture. En Loire-Bretagne, où le nouveau Président est Serge Lepeltier, ancien Ministre de l'Ecologie, Maire de Bourges, l'ouverture est la règle. Chaque membre peut s'inscrire dans toutes les commissions. Au bureau du CB, toutes les sensibilités, y compris associatives, sont représentées.

Seule ombre au tableau pour l'instant : l'intransigeance des industriels lors de l'élection des membres du Conseil d'administration (CA) qui se fait collège par collège. Ils ont revendiqué, avec les agriculteurs, toutes les places permises par la loi. Ayant une large majorité des voix dans le collège des usagers du CB, tous leurs candidats ont été élus, alors que les membres de la société civile ont reçu un tiers des voix. Cette posture des industriels a été tenue au motif qu'ils paient d'importantes redevances... certes, mais si tel devait être le critère de représentation au CA, alors les élus devraient eux représenter au moins 80% des membres⁽⁴⁾ : nous en sommes très loin ! Cette posture de fermeture, jugée politiquement malhabile par de nombreux membres du CB, a eu pour conséquence la non représentation des grandes associations de consommateurs que sont Que Choisir ou la CLCV⁽⁵⁾ au CA de Loire-Bretagne : dommage pour le citoyen consommateur, car c'est lui qui paie le plus.

Bernard ROUSSEAU
Ancien Président de France Nature Environnement
Responsable des politiques Eau

(1) Voir la Lettre Eau n° 42, p.12 : «Des remaniements dans les comités de bassin : de mal en pis pour les APNE ?». (2) DIREN : Direction Régionale de l'Environnement. (3) CESR : Conseil Economique et Social Régional. (4) Les particuliers que représentent les élus apportent entre 80 et 85% des redevances. (5) CLCV : Consommation, Logement et Cadre de Vie.

Sept ans de travail pour éviter la fermeture d'une plage sur dix en 2015

Avec l'abrogation de la directive 76/160/CEE du 8 décembre 1975 par la directive 2006/7/CE du 15 février 2006, concernant les eaux de baignade, l'association Surfrider Foundation Europe⁽¹⁾ s'inquiète, dans un rapport⁽²⁾ publié en juin 2008, de voir le nombre de plages accessibles à des usages récréatifs diminuer d'année en année. Avec une réglementation à venir quatre fois plus stricte, il apparaît indispensable de s'attaquer aux problèmes de pollution à la source, dans un objectif de reconquête de la qualité des eaux littorales, et non plus de se contenter de fermer les zones à risques et d'épargner quelques sites pour les laisser accessibles.



© Surfrider Foundation Europe

LA DIRECTIVE DE 1975 ET SON APPLICATION

Le suivi et la gestion de la qualité des eaux côtières et intérieures où se pratique la baignade sont réglementés par la directive du Conseil des Communautés Européennes n° 76/160/CEE du 8 décembre 1975, concernant la qualité des eaux de baignade. Cette directive actuellement en vigueur, transposée par décret en droit français en 1981, fixe des critères minima de qualité et donne les indications générales sur les mesures à prendre pour en assurer la surveillance.

Elle impose la prise en compte de cinq paramètres microbiologiques (coliformes totaux, coliformes fécaux, streptocoques fécaux, salmonelles et entérovirus), ainsi que quatorze paramètres physico-chimiques, pour l'évaluation de la qualité de ces eaux. Chaque Etat membre fixe ses propres valeurs dans le cadre des limites fixées par la directive ; lorsque celle-ci ne prévoit pas de valeurs pour certains des paramètres, les Etats membres ne sont pas dans l'obligation d'en arrêter.

Des prélèvements sont effectués au cours de la saison avec une fréquence au minimum bimensuelle. A l'issue de la saison, un classement de chaque site de baignade est établi à partir des résultats pour les 6 paramètres suivants :

- ✓ 3 paramètres microbiologiques : coliformes totaux, coliformes fécaux, streptocoques fécaux ;
- ✓ 3 paramètres physico-chimiques : huiles minérales, substances tensioactives (mousses) et phénols.

Dans son application, cette directive n'est pas satisfaisante, car elle ne permet pas de surveillance des zones d'activités nautiques, hors baignade, et le suivi concerne uniquement la saison balnéaire, au lieu d'être annuel...

LA NOUVELLE DIRECTIVE 2006/7/CE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL

La directive actuellement en vigueur, adoptée en 1975, est l'un des actes législatifs de l'Union Européenne les plus anciens. Les connaissances scientifiques et techniques sur lesquelles elle s'appuie reposent sur des conceptions « environnementales » désuètes. Il était donc nécessaire de

réviser les textes afin d'y intégrer les progrès en épidémiologie, en gestion de la surveillance ou les besoins d'information du public.

Le 24 octobre 2002, la Commission européenne (CE) a donc adopté la proposition de révision de la directive n° 76/160/CEE. Par la suite, un texte commun a été approuvé par le Comité de conciliation le 12 octobre 2005. Le point essentiel qui a motivé ce Comité de conciliation a porté sur l'ajout de la catégorie « qualité suffisante » pour les eaux de baignade à condition que les valeurs limites de cette catégorie soient relevées. Cela représente une réduction du risque sanitaire des baigneurs de 12% à environ 8%. Suite à cette modification, la nouvelle directive 2006/7/CE a été finalement adoptée par le Parlement et le Conseil le 15 février 2006.

Les négociations qui ont précédé l'approbation de ce texte ont reposé sur différentes expertises scientifiques, qui se sont appuyées sur des indications de l'Organisation Mondiale de la Santé et des études scientifiques.

Dans son application concrète, la nouvelle directive exige au minimum quatre prélèvements qui devront être effectués par saison balnéaire, avec des normes différentes entre les eaux douces et les eaux de mer. Le premier classement devra être effectué au plus tard fin 2015 à partir des données de la saison balnéaire en cours, en tenant également compte des résultats des 3 années précédentes (voir tableau I).

Tableau I : Valeurs seuils et classes de qualité proposées pour les eaux littorales par la directive 2006/7/CE

Indicateurs Microbiologiques*	Nouvelle Directive			
	Qualité Excellente	Bonne Qualité	Qualité Suffisante	Qualité Insuffisante
<i>E. coli</i> (UFC/100mL**)	≤ 250	≤ 500	≤ 500	> 500
Entérocoques intestinaux (UFC/100mL)	≤ 100	≤ 200	≤ 185	> 185

* Pour qu'une eau de baignade soit classée dans une catégorie de qualité donnée, il faut que les percentiles des résultats de dénombrement sur les deux indicateurs microbiologiques soient inférieurs aux valeurs seuils de la classe de qualité considérée.

** UFC/100mL : unités formant colonie détectées dans 100mL d'échantillon.

(1) Association loi 1901 de protection et de mise en valeur durable de l'océan, des vagues et du littoral, fondée en 1990, agréée d'éducation populaire et de protection de l'environnement. Voir le site de l'association : www.surfrider.eu (2) Etude Surfrider Foundation Europe, *Simulation de la qualité des eaux de baignade en mer selon la nouvelle directive européenne 2006/7/CE : Impact sur le classement des plages françaises pour la saison 2007*, Juin 2008.

Sept ans de travail

pour éviter la fermeture d'une plage sur dix en 2015

LES PRINCIPALES ÉVOLUTIONS DE LA DIRECTIVE

Les paramètres contrôlés

Alors que la directive de 1975 établissait 19 paramètres à surveiller (physiques, chimiques, microbiologiques et esthétiques), seul le suivi de deux paramètres microbiologiques, considérés comme d'excellents indicateurs de la contamination fécale, les entérocoques intestinaux et *Escherichia coli*, a été conservé. Le choix des valeurs seuils concernant ces deux paramètres repose sur l'étude épidémiologique de l'Organisation Mondiale de la Santé.

La classification de la qualité de l'eau d'un site de baignade sera déterminée à partir des données recueillies sur quatre saisons balnéaires, et non plus sur la base des résultats d'une seule année, comme c'est actuellement le cas. La classification sera donc moins sensible aux mauvaises conditions climatiques ou aux pollutions accidentelles.

Une meilleure information du public

Une des revendications des associations de protection de l'environnement vis-à-vis de cette nouvelle directive était une meilleure information du public. La directive 2006 y répond et propose également une participation du public. En effet, des moyens devront être mis en place de sorte à donner au public l'occasion de :

- ✓ s'informer sur la manière de participer,
- ✓ formuler suggestions, remarques, réclamations.

L'accès du public à l'information sur la qualité de l'eau, le classement, les profils des eaux de baignade, et les explications en cas de fermeture se fera au moyen d'affiches placées sur les sites de baignade et par l'intermédiaire des médias et d'Internet, à partir du début de la saison balnéaire 2012.

Gestion des eaux de baignade

Un « profil des eaux de baignade » devra être réalisé pour chaque site afin de réduire le plus possible les risques auxquels les baigneurs pourraient être exposés.

Ce profil devra se baser sur :

- ✓ la description des caractéristiques physiques, géographiques et hydrologiques ;
- ✓ l'identification et l'évaluation des sources de pollution ;
- ✓ l'évaluation du potentiel de prolifération des cyanobactéries ;
- ✓ l'évaluation du potentiel de prolifération de macro-algues et/ou du phytoplancton.

UNE DIRECTIVE POURTANT INSATISFAISANTE POUR SURFRIDER FOUNDATION

Malgré les avancées importantes du texte, les ambitions initiales de cette nouvelle directive ont été revues à la baisse lors de la rédaction du texte final.

Un champ d'application trop restreint

L'association souhaitait que cette directive incorpore dans son champ d'application les zones d'activités nautiques. Actuellement, ces périmètres où se pratiquent les loisirs nautiques ne font l'objet d'aucun suivi, ce qui sera toujours le cas avec la nouvelle directive. Ainsi, les usagers de l'océan dans ces périmètres élargis sont soumis aux mêmes risques sanitaires que les baigneurs sans toutefois bénéficier des mêmes garanties.

Par ailleurs, les pratiquants d'activités nautiques tout comme certains baigneurs exercent leurs activités tout au long de l'année ; c'est pour cela que l'association avait souhaité un suivi sur l'ensemble de l'année, et non pas seulement sur la période estivale.

Un suivi incomplet

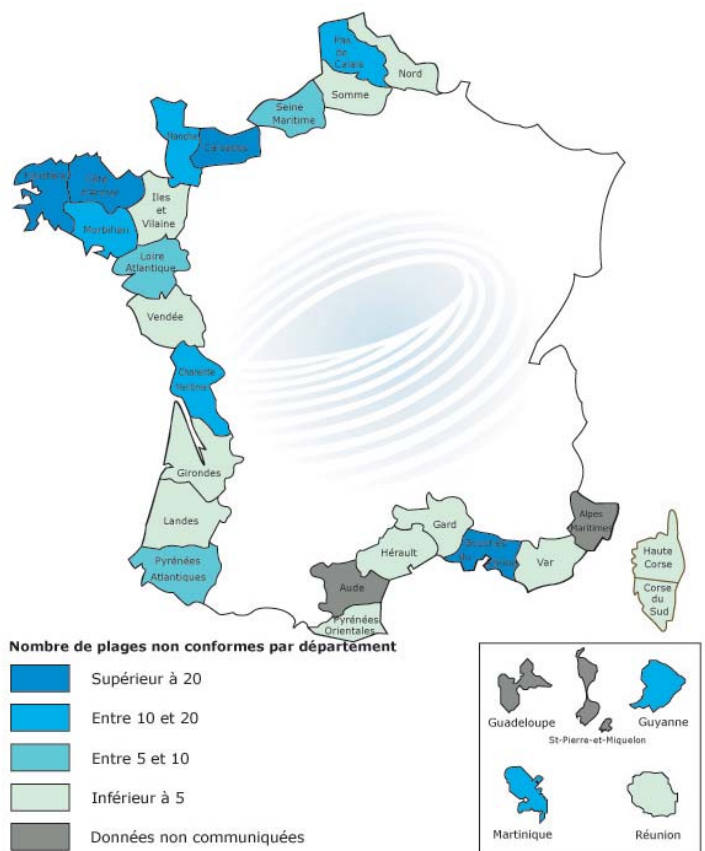
Si la directive actuelle manque d'ambition en ce qui concerne le contrôle des pollutions chimiques, force est de constater que la nouvelle directive n'y palliera pas : un retour en arrière est constaté sur ce point précis, car il n'y a toujours pas de prise en compte des pollutions chimiques pour la surveillance et le classement des eaux de baignade.

LES OBJECTIFS DE L'ÉTUDE SURFRIDER⁽³⁾

Avec des normes à venir différentes, Surfrider a souhaité évaluer l'impact que pourraient avoir ces nouveaux seuils sur le classement des eaux de baignade si la nouvelle directive était applicable dès aujourd'hui. La projection de l'application de cette nouvelle réglementation a pour objectif de sensibiliser l'ensemble des pouvoirs publics, afin qu'ils mettent en œuvre dès aujourd'hui les programmes nécessaires à l'atteinte des objectifs fixés par cette nouvelle directive. En effet, celle-ci exige pour fin 2015 que toutes les eaux soient au moins de qualité suffisante, et d'expérience, les calendriers réglementaires ont du mal à être respectés en matière environnementale.

Force est de constater qu'en France et dans d'autres Etats membres de l'Union Européenne, un certain nombre de plages se sont vues retirées des listes officielles. L'Union Européenne a d'ailleurs déjà interpellé de nombreux Etats sur ce problème. En 2007, onze Etats membres étaient ainsi rappelés à l'ordre, dont la France.

Plages de suffisante et d'insuffisante qualité selon la directive 2006/7/CE pour la saison 2007



Source : Surfrider Foundation Europe

(3) Surfrider Foundation Europe a analysé cette directive uniquement pour les eaux de baignade littorales, bien que les directives Eaux de baignades de 1975 et 2006 prennent également en compte les eaux de baignade intérieures.

Sept ans de travail pour éviter la fermeture d'une plage sur dix en 2015

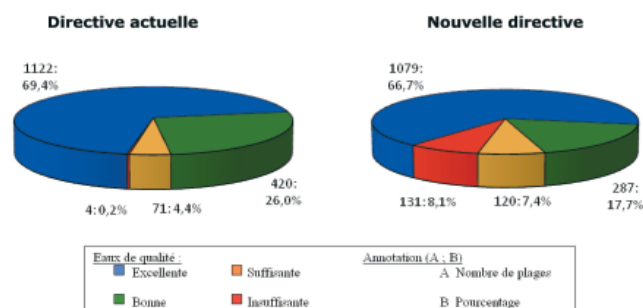
Certains Etats, pour des raisons de non-conformité de la qualité des eaux aux normes actuelles, préfèrent retirer les sites de baignades des listes plutôt que de traiter les pollutions à leur source. Bien entendu, avec l'arrivée d'une réglementation plus stricte, ce phénomène risque de s'accroître, ce qui serait inacceptable. L'objectif est donc bien d'éviter une telle situation en 2015. Ce rapport de Surfrider Foundation, intitulé «*Simulation de la qualité des eaux de baignade en mer selon la nouvelle directive européenne 2006/7/CE : Impact sur le classement des plages françaises pour la saison 2007*», doit sensibiliser l'ensemble des acteurs à la mise en œuvre des moyens nécessaires à l'amélioration de la qualité des eaux littorales, afin qu'elles répondent aux futures normes et que cesse toute nouvelle fermeture de plages.

22% DES PLAGES SERAIENT DÉCLASSÉES, SELON L'ÉTUDE SURFRIDER

Comme indiqué par la directive de 2006, les méthodes de calcul utilisées pour l'étude ont été appliquées aux données des deux paramètres bactériologiques : *Escherichia coli* et entérocoques. Les concentrations de ces bactéries sur les quatre dernières saisons balnéaires (2004 à 2007) ont donc été récupérées auprès des DDASS concernées.

Sur les 1897 plages que compte le littoral français, 1617 plages ont été étudiées. En effet, les Alpes Maritimes, l'Aude et certains départements d'Outre-Mer n'ont pas souhaité transmettre leurs données, pourtant publiques. L'intégralité du rapport est téléchargeable sur le site web de Surfrider Foundation Europe (<http://www.surfrider.eu>).

Cette simulation montre que 22% des plages françaises pourraient changer de classement, et 131 plages seraient de qualité insuffisante. Pour ce dernier classement, les municipalités se verraient obligées d'interdire la baignade si des mesures n'étaient pas prises d'ici 2015 pour améliorer la qualité des eaux. (Voir figure 1 ci-dessous et la carte de France ci-contre)



Répartition du classement de la qualité des eaux de baignade côtières françaises d'après la directive actuelle et la nouvelle directive.

Figure 1 : Synthèse nationale (1617 plages) issue du rapport de Surfrider Foundation Europe

L'objectif est donc bien dès aujourd'hui de mobiliser l'attention de l'ensemble des acteurs concernés afin d'évaluer les mesures à prendre pour préserver l'usage récréatif et touristique de nos plages.

POUR UNE MEILLEURE COORDINATION ET UNE RÉELLE MOBILISATION DE L'ENSEMBLE DES ACTEURS

En tant qu'acteur de terrain, Surfrider Foundation Europe constate un réel besoin de coordination nationale sur ce thème. En effet, une mobilisation de l'ensemble des acteurs concernés est nécessaire

dès aujourd'hui pour mettre à profit le temps imparti d'ici 2015. Pour l'association, l'Etat a un rôle de coordination nationale, mais aussi un rôle transversal à jouer sur ce sujet de la qualité des eaux de baignade. Au-delà des aspects sanitaires, il s'agit bien d'un enjeu de reconquête de la qualité des eaux littorales, avec ce que cela implique en terme de patrimoine, de développement touristique et économique des côtes françaises.

Les Agences de l'eau ont un rôle de coordination à jouer auprès de l'ensemble des acteurs concernés par la gestion de la qualité des eaux de baignade. En effet, nous savons par expérience que l'enjeu de la qualité de ces eaux dépasse le simple enjeu des eaux littorales et représente bien un enjeu à l'échelle des bassins versants. Il ressort nettement de cette étude que, parmi les sites présentant des problèmes de qualité d'eau, les zones les plus sensibles se trouvent le plus souvent au niveau de l'estuaire d'un cours d'eau. Les pollutions venant du continent ont un impact évident sur la qualité des eaux littorales.

Les communes littorales, quant à elles, ont à charge la gestion de la qualité des eaux littorales, mais leur champ d'action reste restreint. Par exemple, dans le cadre du programme de Surfrider Foundation en Méditerranée sur la qualité des eaux des zones d'activités nautiques, l'association a réuni le 4 avril dernier à Marseille tous les acteurs institutionnels concernés de cette région avec leurs homologues des Pyrénées-Atlantiques. Ils ont bien voulu présenter et partager leurs programmes de travail sur le sujet. Il est ressorti clairement de ces échanges que l'ensemble des acteurs s'inquiète des conséquences de l'application de cette nouvelle directive. Les communes en particulier sont en demande d'échanges, d'outils et de moyens pour se préparer à cette nouvelle réglementation sans perte de patrimoine.

Cette nouvelle directive, qui complète la Directive Cadre sur l'Eau de 2000 dans ce domaine particulier selon le calendrier communautaire de 2015, va sans nul doute influencer fortement la gestion et le traitement de nos pollutions. C'est pourquoi il apparaît indispensable que l'ensemble des acteurs concernés se mobilisent dès aujourd'hui afin que nous puissions tout mettre à profit les sept années à venir.

D'ailleurs, la révision des SDAGE et la consultation actuelle du public sur l'eau devraient donner les moyens d'une telle mobilisation... Malheureusement, les projets de SDAGE tels qu'ils sont proposés aux publics, ne sont pas très ambitieux sur le sujet : simple rappel du principe de non dégradation exigé par la DCE, ou de la réglementation en vigueur ; demande de respect d'une classe au moins conforme à la classe «suffisante» ; «préconisations» de mise en place de programmes de réduction des risques accidentels ; ou au mieux, établissement de profils de vulnérabilité des zones de baignade pour 2011...

Surfrider Foundation Europe, avec l'aide de France Nature Environnement, se mobilise pour convaincre tous les acteurs concernés par la qualité des eaux de baignade de travailler ensemble et de se préparer au plus tôt à la nouvelle réglementation européenne. L'AFSSET a d'ailleurs déjà commencé le travail d'analyse en publiant le 30 avril dernier une étude(4) similaire à celle de Surfrider Foundation Europe. Nous avons 7 ans devant nous pour anticiper et éviter la fermeture d'une plage sur dix en 2015...

Olivier BARRIERE
Chargé de mission Environnement littoral
Surfrider Foundation Europe
120, avenue de Verdun
64200 Biarritz
tel : + 33 (0)5 59 23 54 99
fax : + 33 (0)5 59 41 11 04
gardiens@surfrider-europe.org
www.surfrider.eu
www.myspace.com/surfriderfoundationeurope

(4) Rapport de l'agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail, *Classement de la qualité des eaux de baignade à l'échelon national par la méthode de la nouvelle directive européenne 2006/7/CE*, septembre 2007.

Périmètres de protection de captage : les défaillances des collectivités sanctionnables, mais non sanctionnées ?

Le Plan National Santé Environnement, adopté dans le cadre de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique, a relancé la politique des périmètres de protection de captages alimentaires vulnérables, dont 80% devaient être établis en 2008 et 100% en 2010. Or, en juillet 2008, seuls 50% des captages vulnérables sont effectivement protégés, sans que nul responsable de cette défaillance collective ne soit désigné... et un nouvel objectif de protection de 500 captages stratégiques émerge dans le cadre d'une nouvelle loi de programme environnementale dans le cadre du fameux Grenelle de l'environnement⁽¹⁾. A quoi sert alors la loi de 2004 ? Illustration, par l'exemple, de ces calendriers... glissants !

L'exemple de Brandon

A l'automne 2003, les usagers du Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple (SIVOM) de Brandon, en Saône-et-Loire, sont alimentés par une eau du robinet odorante et peu ragoûtante, du fait de ses teneurs en matières organiques, ayant justifié la distribution d'eau de source embouteillée pendant plus d'un mois par VEOLIA, le délégataire local. Bien entendu, ce captage superficiel, aménagé dans le cadre d'un barrage situé en tête du bassin versant d'un affluent de l'Arroux sur la commune de Saint-Pierre de Varennes, n'a jamais fait l'objet de la moindre action réglementaire de protection sanitaire et environnementale... alors que la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau en généralisait l'obligation pour tous les captages vulnérables dans un délai de 5 ans expirant en 1997.

Le 12 septembre 2004, l'association de protection de l'environnement Eau & Rivières de Bourgogne demande donc au préfet de Saône-et-Loire de constater la défaillance du SIVOM, et de le mettre en demeure de présenter un dossier réglementaire d'établissement des périmètres de protection de captage dans un délai raisonnable, conformément à ses nouveaux pouvoirs de sanction administrative⁽²⁾. Le préfet, dans sa réponse du 9 novembre 2004, indique que l'eau du captage est eutrophisée, que le SIVOM a investi dans un traitement curatif au charbon actif, et qu'il a délégué au Conseil général la conception du dossier des périmètres de protection, lesquels devraient être établis courant 2005 ; et le préfet de conclure que selon lui, il n'y a pas lieu à mise en demeure. Bien entendu, l'association n'est pas dupe de tels engagements « de principe », et constate une nouvelle fois que le curatif précède le préventif. Elle relance donc le préfet dans un nouveau courrier du 3 décembre 2004, lui demandant de réviser son appréciation malencontreuse... sans succès puisque le 27 janvier 2005, le préfet maintient sa position.



L'usine de traitement des eaux de Brandon, défaillante à l'automne 2003, en raison de la mauvaise qualité de l'eau brute prélevée. © Pierre Boyer

L'association devant le juge administratif

Eau & Rivières de Bourgogne saisit donc à regret le juge administratif d'une demande d'annulation du refus de sanction préfectorale, avec injonction au préfet de formaliser une mise en demeure à l'encontre du SIVOM défaillant. Rappelons en effet que la mise en demeure administrative constitue un simple avertissement ou rappel à la loi, qui s'impose dès lors que l'autorité administrative a connaissance d'une violation de la réglementation. En outre, estimant que les usagers viennent d'être gravement incommodés, qu'ils assurent la charge financière d'une dépollution dont ils sont victimes, et que

l'obligation légale de protection de captage vulnérable date de plus de 15 ans, l'association tente d'obtenir la suspension immédiate de la décision préfectorale négative manifestement illégale.

Sans surprise, le tribunal administratif de Dijon va rejeter ce référé en avril 2005, en considérant que la situation ne caractérise pas une situation d'urgence suffisante⁽³⁾... Et de manière plus étonnante, il va rejeter en mai 2006 la demande d'annulation des décisions préfectorales et d'injonction administrative, en considérant que le préfet de Saône-et-Loire n'aurait pas commis d'erreur manifeste d'appréciation en l'espèce, dès lors que : « dès novembre 1997, le conseil syndical a pris une délibération demandant au préfet la protection de son captage⁽⁴⁾,

(1) Projet de loi de programme relative à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement du 11 juin 2008 (art. 24) : « En outre, d'ici 2012, des plans d'action seront définis pour assurer la protection des cinq cents captages les plus menacés par les pollutions diffuses, notamment les nitrates. Les agences de l'eau développeront un programme spécifique sur les aires d'alimentation de captage et adapteront leurs ressources financières à cet effet. » (2) Cette sanction administrative est prévue par l'article L. 1324-1 A du code de la santé publique (issue de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique), attribuant au préfet de département des compétences en termes de sanctions administratives dans le domaine de la police sanitaire des eaux destinées à l'alimentation des populations. (3) TA Dijon, 4 avril 2005, n° 0500567, Association Eau & Rivières de Bourgogne. (4) Cette délibération de principe, arrêtée dans le délai de 5 ans prévu par la loi sur l'eau de 1992, a été prise par toutes les collectivités locales défaillantes, afin de pouvoir continuer à percevoir les subventions des agences de l'eau pour muscler leurs investissements curatifs, tout en les mettant à l'abri, en principe, de toute action en responsabilité pour carence. Ceci explique l'embouteillage au niveau départemental, au cas d'espèce !

Périmètres de protection de captage



Le plan d'eau de Brandon à St-Pierre de Varennes (71), qui n'a jamais fait l'objet d'aucune protection sanitaire et environnementale...
© Pierre Boyer

déléguait la maîtrise d'ouvrage au conseil général et s'engageait à acquérir les terrains et les servitudes ainsi qu'à réaliser les travaux de protection requis ; que, le 15 décembre 2000, le département informait le SIVOM de l'identité du bureau d'études choisi et qu'un calendrier avait été établi ; que l'étude relative au dit captage était déposée en juin 2002 ; qu'en février 2003, les services de la DDASS demandaient au SIVOM de réitérer son choix, eu égard aux coûts et aux contraintes révélées par l'étude ; que, par délibération du 20 juin 2003, le conseil syndical décidait d'engager la procédure de protection du captage et d'en poursuivre l'exécution jusqu'à son terme ; que, depuis lors, la procédure a suivi son cours avec la désignation d'un hydrogéologue, et une réunion avec celui-ci et le SIVOM, en février 2003 ; que, dans ces conditions, quand bien même la procédure en cours présenterait une certaine lenteur, justifiée par l'importance des démarches à effectuer et le nombre des collectivités ayant délégué la maîtrise d'ouvrage au département en la matière, le SIVOM de Brandon ne peut être regardé comme refusant de faire application des dispositions de l'article L. 1321-2 du code de la santé publique » (5), c'est-à-dire de protéger son captage bien malade. Pour le juge administratif de Dijon, manifestement très (trop) proche des réalités politico-administratives locales, il est justifié de se hâter lentement pour prévenir les

pollutions... et le préfet avait raison de patienter avec la plus grande courtoisie envers des élus locaux manifestement défaillants.

Une première... à suivre !

Bien entendu, cette forme d'excuse juridictionnelle justifiant l'absence de mobilisation de sanction administrative pourtant obligatoire, incite l'association à faire appel de ce jugement délicat pour les autorités publiques locales, mais très indélicat avec le droit applicable. En appel, et faisant enfin une application de la loi, le juge administratif lyonnais mettra bon ordre dans tout ceci, en annulant en juin 2008 le premier jugement et les deux décisions préfectorales contestées, et en enjoignant au préfet de Saône-et-Loire de formaliser sa mise en demeure sous un mois (6). Affaire à suivre, bien sûr ! Après enquête auprès des Ministères chargés de l'environnement et de la santé, il semble bien qu'aucun préfet n'ait jusqu'à présent considéré opportun de mettre en demeure les très nombreuses collectivités locales encore défaillantes (7) dans leur protection sanitaire de captages d'alimentation en eau des populations. D'où le nouvel engagement formalisé lors du Grenelle, sans qu'on nous

explique comment celui-ci sera mieux respecté que les précédents, ni pourquoi tout simplement la loi n'est pas appliquée par les préfets, gardiens locaux du respect de la loi républicaine.

Morale de cette petite histoire : il aura fallu 4 ans d'actions tenaces pour commencer à faire appliquer la loi... sur un seul site. Localement, l'instruction de la procédure a été accélérée sous la pression contentieuse, et les négociations avec les agriculteurs locaux sont en cours. Mais l'enquête publique réglementaire n'a toujours pas été engagée. Heureusement que la procédure devait être achevée courant 2005, comme nous l'avait écrit (sans rire) le préfet en 2004. Une loi n'est utile que si on s'en sert effectivement, mais elle n'est manifestement pas encore applicable en pratique à certaines catégories de citoyens comme les élus locaux. Et la prévention, comme la protection à long terme de notre patrimoine commun (8), cèdent toujours la priorité au curatif, dans le cadre des politiques de court terme (sinon de courte vue), qui demeurent toujours de règle aujourd'hui en matière de santé publique et d'environnement !

Jean-Jacques PROUST
Eau & Rivières de Bourgogne
(avec la participation de Pierre BOYER)

(5) TA Dijon, 23 mai 2006, n° 0500568, Association Eau & Rivières de Bourgogne. (6) CAA Lyon, 17 juin 2008, n° 06LY01475, Association Eau & Rivières de Bourgogne. (7) La même situation est observée en matière d'assainissement, où, malgré les sanctions communautaires et les risques financiers résultant du non respect du calendrier d'équipement en station d'épuration prévu par la directive sur les eaux résiduaires urbaines de 1991, les préfets ont longtemps refusé de faire appliquer leurs sanctions administratives en matière de police de l'eau... malgré 3 circulaires d'instruction du Ministère en charge de l'environnement ces dernières années. Décidément, les élus locaux sont bien encore, en pratique, au-dessus des lois, ou dictent encore trop souvent leurs propres lois aux préfets ! (8) Obligation de la directive cadre sur l'eau 2000/60/CE du 23 octobre 2000 (art. 1^{er}).

Analyse des questionnaires de la consultation sur l'eau distribués dans les 6 bassins métropolitains

Depuis le 15 avril, la consultation nationale sur l'eau exigée par la Directive Cadre sur l'Eau⁽¹⁾ a très peu fait parler d'elle... Néanmoins, les Agences de l'eau ont réussi à récolter un certain nombre de questionnaires. En Rhône-Méditerranée, par exemple, ce sont plus de 60 000 questionnaires qui ont été renvoyés ou remplis en ligne, alors qu'en Loire-Bretagne, 72 000 personnes ont déjà répondu. Avant que ne se clôtüre cette phase de consultation, qui aura duré 6 mois, quel regard peut-on porter sur ces questionnaires, rédigés sous la responsabilité des comités de bassin, et normalement distribués dans tous les foyers français ? Premières observations et analyses de FNE, en lien avec les appréciations du tissu associatif réparti sur l'ensemble du territoire...

Abréviations des bassins utilisées :

AG : Adour-Garonne

AP : Artois- Picardie

LB : Loire-Bretagne

RMed : Rhône-Méditerranée

RM : Rhin-Meuse

SN : Seine-Normandie

La forme: souvent classique, rarement originale

La plupart des questionnaires se présente sous la forme de dépliant format A4 classique de 6 à 8 pages. Cependant, le bassin Seine-Normandie a opté pour un format A5, comme en 2005, deux fois moins grand, pour une économie de papier substantielle, sans perte de lisibilité. En Rhône-Méditerranée, il s'agit d'un A4 de largeur réduite, qui tranche radicalement avec le reste.

La mise en page et le graphisme des 6 questionnaires sont classiques, et similaires du fait du thème imposé (bleu et goutte d'eau). La première page est formatée en 3 points :

- le même éditorial de M. Borloo, Ministre d'Etat, Ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire ;
- un éditorial du Président du Comité de bassin concerné ;
- un texte général d'accroche présentant l'objet de la consultation, toutefois absent en SN et RMed, mais qui se retrouve à différents endroits dans tous les questionnaires.



Un projet de SDAGE, un programme de mesures, des documents d'accompagnement et un questionnaire pour chaque bassin. © France Nature Environnement

Au final, et bien que ceci ait été signalé lors de la première consultation du public en 2005, les questionnaires n'attirent pas toujours l'œil, même si des efforts sont à reconnaître dans la personnalisation des illustrations dans certains bassins : photo de goutte d'eau en SN, ou dessins d'animaux en RM (cigogne et poisson). Bien que le logo du MEEDDAT ait été rajouté depuis la première consultation de 2005, ce qui donne un caractère à la fois national et plus officiel, nous pouvons regretter qu'il ne soit pas plus visible, pour attirer l'attention des citoyens sur l'importance du document. De même, l'absence du logo de la consultation nationale « L'eau c'est la vie, donnez-nous votre avis ! » sur les questionnaires est préjudiciable à l'identification de cette consultation.

Sur l'explication de la démarche et du contexte

La gestion par bassin hydrographique, la démarche DCE et la révision des SDAGE sont bien explicités ; l'intérêt de la consultation ressort également bien des questionnaires. On saisit bien le sens de la « démarche participative », le rôle à jouer du citoyen, ainsi que le rôle des comités de bassin et des Agences de l'eau. Notons en particulier le bassin Adour-Garonne, où une page entière est consacrée à la démarche de consultation : « Comment s'informer et donner son avis ? », « Comment seront prises en compte les réponses ? », « Comment aller plus loin ? ».

(1) Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau.

Analyse des questionnaires de la consultation

Sur la présentation des enjeux et des solutions : la limite de l'objectivité

Cette partie, sans doute la plus importante en termes de pédagogie et d'appropriation des problématiques, est traitée par grands thèmes : cours d'eau, pollutions agricoles, prélèvements... Ceux-ci sont représentés sur un schéma central (voir le schéma p. 10), sauf en RMed et en AP, mais le résultat s'avère plutôt brouillon et mal hiérarchisé... Il est pourtant indispensable de pouvoir hiérarchiser clairement les problématiques, afin que les citoyens se fassent un avis sur les solutions à apporter et qu'ils sachent où doit porter l'effort ! Par exemple, les pollutions agricoles, reconnues dans les états des lieux comme l'une des principales causes de dégradation et de report de délai(2), ne sont jamais mises suffisamment en évidence, et sont souvent noyées dans la masse des autres dégradations... quand elles ne sont pas invisibles.

Les coûts et objectifs pour l'atteinte du bon état sont exprimés plus ou moins clairement, par des histogrammes ou des camemberts. Il est dommage en AG et AP de ne pas avoir de comparatif entre les objectifs à 2015 et l'état des eaux actuel. De même, en LB, on ne fait référence qu'à l'objectif 2015, sans évoquer 2021 ou 2027. De plus, on ne différencie pas les cours d'eau des eaux souterraines, voire des eaux littorales. En fait, il aurait été pertinent et pédagogique de faire apparaître dans chaque questionnaire les objectifs globaux et à long terme, avec les différentes étapes (2008/2015/2021/2027), en séparant eaux de surface et eaux souterraines, tels qu'ils apparaissent en RM, RMed ou SN (voir le graphique p. 11).

Par ailleurs, il est regrettable de constater que les coûts des travaux sont retranscrits de manière incomplète et peu explicite. Il aurait été opportun d'illustrer et de différencier systématiquement :

- les dépenses engendrées par les politiques actuelles, ainsi que leur répartition en fonction des secteurs d'activité ;
- la contribution financière actuelle des différents groupes d'acteurs ;
- les coûts supplémentaires engendrés par les travaux nécessaires à l'atteinte du bon état, par période et par secteur d'activité.

Par contre, la grande duperie arrive en lisant les solutions proposées : sans connaître les projets de SDAGE, on pourrait croire à l'ambition des textes et au volontarisme de la démarche. « Faciliter la circulation des espèces aquatiques en supprimant ou effaçant des barrages » (AP) sonne bien, mais la lecture dans le SDAGE est tout autre : rien n'oblige en fait à effacer certains barrages. Les possibilités ou propositions du SDAGE apparaissent comme des obligations dans les questionnaires, ce qui est d'autant plus inique que la différence, notamment au niveau juridique(3), est de taille ! Difficile dès lors de ne pas être convaincu par le discours, trop souvent simplificateur. La palme revient au bassin AG, avec la démonstration du besoin de construire de nouvelles retenues pour l'irrigation.

Enfin, bien souvent, les questionnaires insistent sur le rôle du citoyen pour la préservation de la qualité de l'eau et sa responsabilité dans les dégradations. La sensibilisation de tous les citoyens est importante certes, mais il est regrettable de le culpabiliser et de lui faire porter seul le fardeau financier des dégradations... D'autant plus, quand on sait comment est appliqué le principe pollueur-payeur aux différents acteurs !

Cette impression ne peut être qu'amplifiée par la suite lorsque sont mentionnés les gestes quotidiens à adopter chez soi (LB) ou encore lorsqu'il apparaît que le particulier devra payer davantage...

Sur les questions posées : un savant mélange de subjectivité et de mauvaise foi

Elles sont au nombre de 5 en LB, de 16 en RM, et de 7 ou 8 ailleurs. 16 questions, ça peut paraître beaucoup, mais la démarche permet de se prononcer précisément sur chacun des enjeux, pour une prise en compte décente des avis dans les futurs documents de SDAGE et les programmes de mesures. Encore faudra-t-il que les avis soient réellement pris en compte... un manque qui avait été fortement ressenti suite à la consultation de 2005 !

Les propositions sont en général abordées selon deux angles d'approche : l'avis du citoyen sur les propositions (« êtes-vous d'accord avec... ? ») et son implication dans la reconquête de la qualité de l'eau (« êtes-vous prêt à... ? »).



La première page du questionnaire en Rhône-Méditerranée.

D'une part, dans les questions « êtes-vous d'accord avec les propositions sur tel ou tel sujet ? » ou « faut-il faire plus que ce qui est proposé ? », on voit mal comment le citoyen, après avoir lu toutes les belles propositions exposées, viendrait dire qu'il faut faire plus. Et pour ceux qui auraient cette ambition, on s'applique bien à tempérer leurs ardeurs par l'argument économique, notamment en LB, avec un « même si cela doit coûter plus cher, et je suis prêt à payer plus » cinglant, qui vient les rappeler à la logique d'application du principe pollueur-payeur, pourtant elle aussi fortement dénoncée en 2005 !

En présentant le problème du financement de cette manière, il apparaît alors normal que ce soit au citoyen de payer pour tous les dégâts de

(2) Report de délai : fait de repousser de 6 ans ou 12 ans l'atteinte du bon état des eaux après 2015. Cette dérogation est autorisée par la Directive Cadre sur l'Eau sous réserve de justification technique, économique ou d'inertie du milieu. (3) Le SDAGE étant opposable aux décisions administratives, ce qui n'est pas rendu obligatoire dans le document n'a aucune portée juridique.

Analyse des questionnaires de la consultation

l'agriculture, de l'industrie... puisque c'est lui qui veut que l'on restaure ! Cette façon de présenter les choses est générale à tous les questionnaires, et est parfois même accentuée : en SN, AG et AP, on demande carrément au citoyen combien il est prêt à payer en plus. L'intention première est certainement d'évaluer le consentement à payer, ce qui est louable en soi. Toutefois, cette question ne pourra renseigner que sur le consentement à payer des ménages et non des acteurs économiques, dont certains portent une plus grande responsabilité face aux dégradations. Ainsi, on fait croire que le seul levier possible est de faire payer davantage le citoyen : c'est un biais difficilement acceptable.

N'y aurait-il pas matière à évaluer l'efficacité des propositions et, par là-même, l'efficacité de l'euro investi ? D'autant plus que la mise en place d'une tarification incitative, qui est normalement

obligatoire à partir de 2010 et qui pourrait jouer un rôle primordial dans le changement des comportements, ne transparaît pas vraiment dans les programmes de mesures...

En RMed, la contrainte économique est placée à côté des contraintes liées au changement de comportements, ce qui rend la question plus objective. Sur AP, la question est à la fois plus précise et plus ouverte que sur LB ou SN : on peut choisir ce que l'on est prêt à payer en plus.

D'autre part, dans les questions du type « *êtes-vous prêts à...* » ou « *que faites vous pour...* », que l'on retrouve beaucoup dans les questionnaires de RM, AG et, dans une moindre mesure, RMed, on insiste bien sur les éventuels désagréments ce qui calmera les plus zélés. Par exemple : « *payer plus chers pour des produits bio* ».

Certaines de ces questions ou propositions nous laissent d'ailleurs perplexes, tant elles sont éloignées du SDAGE, ou peuvent sembler farfelues. Quelques exemples :

- « *Etes-vous d'accord pour changer vos habitudes de consommation : en choisissant des produits bio même si cela coûte plus cher ?* » (RMed) qui relève de la politique agricole ;
- « *Améliorer la qualité des milieux aquatiques coûte cher mais peut apporter des bénéfices importants : les aménagements de protection contre les inondations seront moins coûteux...* » (AG).

Par ailleurs, il est parfois demandé de sélectionner des enjeux ou des priorités d'actions. Toutefois, seules 2 ou 3 propositions parmi 8 ou 9 doivent être choisies ; que fait-on des autres ? Il eût été plus pertinent de demander aux citoyens de hiérarchiser l'ensemble des

SEINE-NORMANDIE : 10 PROPOSITIONS POUR ATTEINDRE, ENSEMBLE, UN BON ÉTAT DE L'EAU EN 2015

CONSULTATION SUR L'EAU EN SEINE-NORMANDIE

1 Sécuriser l'alimentation en eau potable

Préserver les nappes réservées à notre alimentation en eau potable
Protéger à long terme les captages et leurs bassins d'alimentation contre les pollutions diffuses en maîtrisant l'usage des sols

2 Diminuer les pollutions provenant des terres agricoles, des jardins et des routes

Réduire l'utilisation des engrais et des pesticides avec de bonnes pratiques agricoles et de jardinage
Maintenir la végétation (prairies, haies...) pour réduire l'érosion et le ruissellement

3 Réduire les pollutions émises par les habitants et les activités (artisanat, industries, élevages, hôpitaux...)

Mieux identifier et éliminer les substances dangereuses et les déchets toxiques
Améliorer l'efficacité et mettre aux normes les systèmes de dépollution des eaux usées (réseaux, stations d'épuration et traitement des boues)
Encadrer et rendre conforme l'assainissement autonome

4 Préserver et restaurer la faune et la flore dans les rivières et les plans d'eau

Aménager les ouvrages qui barrent la rivière pour faciliter la circulation des animaux (poissons, loutres, grenouilles...)
Privilégier les aménagements naturels des berges et des cours d'eau
Réduire les impacts de l'extraction des sables et des graviers sur le milieu naturel
Encadrer la création de plans d'eau
Lutter contre la faune et la flore invasives (tortues de Floride, algues...)

5 Maintenir les espaces humides (marais, tourbières, prairies)

Sensibiliser les habitants sur le rôle essentiel des zones humides : biodiversité (abri, nourriture et reproduction des espèces), épuration, limitation des crues et alimentation des nappes
Protéger réglementairement les zones humides les plus importantes
Gérer et entretenir les zones humides

6 Protéger l'estuaire de la Seine et le littoral où convergent toutes les eaux du bassin

Concentrer les efforts sur les eaux littorales les plus vulnérables (zones de baignade, parcs à huîtres...)
Limiter les pollutions microbiologiques domestiques, industrielles et agricoles (baignade interdite, ramassage de coquillages interdit)
Gérer les ressources marines en assurant la sauvegarde des espèces

7 Anticiper et gérer collectivement les pénuries d'eau (sécheresse, surconsommation,...)

Sensibiliser tous les consommateurs à un usage économe et responsable de l'eau
Prévenir les surexploitations des eaux souterraines en mettant en place une gestion collective des nappes
Améliorer la gestion de crises lors des pénuries : seuils et restrictions d'usages

8 Prévenir les risques d'inondation et gérer les situations de crise

Réduire les risques d'inondation sans aggraver la situation en aval
Préserver les zones naturelles inondables
Stopper les constructions en zone inondable et limiter l'imperméabilisation des sols
Améliorer l'information des riverains et compléter les connaissances sur le risque d'inondation

9 Renforcer la mobilisation des acteurs et la gestion locale de l'eau

Informier et former le public à la gestion de l'eau et à l'éco-citoyenneté
Promouvoir les SAGE (déclinaison locale du SDAGE)
Développer les politiques contractuelles et les réseaux d'échanges entre acteurs de l'eau

10 Promouvoir un financement de l'eau équitable et transparent

Moduler le prix de l'eau pour mieux appliquer le principe « pollueur payeur »
Évaluer les politiques publiques de l'eau pour apprécier leur efficacité
Améliorer la transparence du prix de l'eau payé par l'abonné



Le projet de SDAGE retient 10 propositions pour améliorer la qualité de l'eau.

Elles répondent aux 4 préoccupations que vous avez exprimées à l'occasion de la consultation des habitants du bassin en 2005 :

La protection de l'environnement, la santé et l'amélioration de la qualité de l'eau et des milieux
L'anticipation et la gestion des situations de crises liées aux inondations et aux sécheresses
L'information, la communication et la responsabilisation des acteurs
L'approche économique et le financement ambitieux et équilibré de la politique de l'eau

Schéma central de présentation des enjeux dans le questionnaire du bassin Seine-Normandie.

(4) « Retrouvez-vous dans notre proposition l'ensemble des problèmes sur l'eau que vous rencontrez dans votre région ? » ; « Par rapport à vos préoccupations, les actions proposées vous semblent-elles adaptées ? » ;

Analyse des questionnaires de la consultation

propositions, au lieu d'en mettre les trois-quarts de côté. Bel exemple du cloisonnement des aspects de la gestion de l'eau, ou comment se dédouaner de certains enjeux en se déchargeant sur le grand public qui a jugé que « *ce n'est pas important* ».

A la fin de certains questionnaires, un encart est dédié à des commentaires supplémentaires, ce qui est indispensable pour faire de nouvelles propositions, donner son avis sur la démarche ou encore aller plus loin en précisant certaines réponses. Les questions étant fermées, chacun peut ressentir le besoin d'expliquer son choix, de le préciser, de le nuancer, de critiquer les propositions... Malheureusement, cet espace n'existe pas dans le questionnaire des bassins RMed et AG ! Et seuls 3 questionnaires (RM, AP et LB) précisent qu'il s'agit d'un texte de libre expression pour toute suggestion complémentaire... Mais peu de lignes sont disponibles. D'ailleurs, on peut regretter que le questionnaire n'informe pas les citoyens de la possibilité de faire une contribution libre sur papier joint.

Sur l'ensemble de la démarche

Finalement, la comparaison du cœur des questionnaires montre qu'ils sont tous identiques à peu de choses près, ce qui semble plutôt une bonne chose. D'ailleurs, ceci faisait partie des revendications de FNE lors de la première consultation en 2005. Seul le questionnaire de LB se détache... par sa pauvreté : il ne comporte que 5 questions, dont les 4 premières sont redondantes(4), et dont la dernière, concernant le texte libre, doit être limitée à 2 enjeux. On ne voit pas comment les réponses reçues pourraient permettre une modification des documents. S'il s'avérait que le public était en désaccord, comment savoir alors sur quel point ?

Enfin, on ne peut passer outre la **stratégie de communication** autour de cette consultation. D'une part, l'envoi systématique des questionnaires à tous les foyers a semblé être un choix judicieux, suite au succès relatif de cette démarche en 2005 dans le bassin Rhin-Meuse. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : déjà 40 000 réponses en SN, plus de 70 000 en LB ou encore plus de 40 000 en AG, après 4 mois de consultation (contre respectivement 17 000, 21 000 et 25 000 en 2005 comptabilisés en fin de consultation). Malheureusement, les bénéfices escomptés ont été

quelque peu dilapidés par les problèmes d'envoi rencontrés dans certaines circonscriptions : questionnaires perdus au milieu de la publicité, non distribution pour cause d'autocollants « Stop Pub », ou encore tout simplement non distribution dans des communes entières !

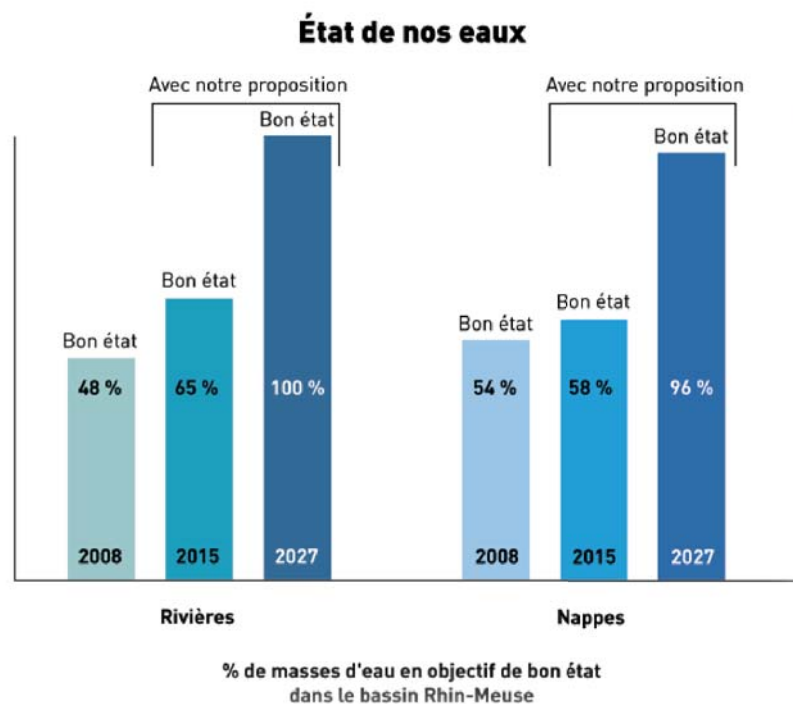
D'autre part, la **médiatisation** de l'événement a été une nouvelle fois ratée. Ni la presse, ni la radio, encore moins la télévision, n'ont relayé l'information pour attirer l'attention du citoyen : un spot radio a bien été diffusé vers le mois de juin, mais il semble s'être perdu dans l'anonymat. Malgré une conférence de presse passée inaperçue par le Ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire, accompagné par les Présidents des comités de bassin, la communication d'ampleur nationale a été très décevante, et n'a pas touché le grand public. Quel média l'a relayée ? Les acteurs impliqués, FNE en tête, n'y ont même pas été conviés ! Dans cette affaire, le Ministre d'Etat et sa Secrétaire d'Etat ne nous ont pas montré une franche implication, ni une réelle ardeur. Ceci est tout à fait regrettable, car on aurait

eut besoin, quoiqu'on pense des questionnaires, d'une communication nationale vigoureuse qui mobilise la population sur l'ensemble de notre territoire !

Au final, seul les bassins, via les actions des Agences de l'eau et des acteurs relais, ont permis d'informer le grand public. Pourtant, sans une communication nationale homogène et de grande ampleur, les différents acteurs seront amenés encore et toujours à prêcher dans le désert... Reste à relever les compteurs, le 15 octobre, pour faire un bilan éclairé de cette consultation... Celle de 2005 était un galop d'essai, celle-ci n'est que la seconde. Espérons que la démarche participative mûrisse bien et que l'on apprenne un peu plus chaque fois... Encore faut-il tenir compte des avis exprimés, puisqu'il n'y aurait pas de plus gros échec que le constat du découragement dans les troupes !

Raphaël CHAUSSIS, Estelle LE GUERN
et Romain SUAUDEAU
Chargés de mission, Réseau Eau
France Nature Environnement

Quelles eaux en 2015 ?



La présentation des objectifs dans le questionnaire du bassin Rhin-Meuse.

«Vous diriez que [cette proposition] est un bon compromis / il faut aller plus loin / il ne faut pas dépenser plus pour l'eau ? » ; «En fin de compte, diriez-vous que vous adhérez à cette proposition ?».

La restauration des cours d'eau : vous avez dit trop cher ?

Pour atteindre l'objectif de bon état des eaux fixé par la Directive Cadre sur l'Eau(1) pour 2015, il est nécessaire de mettre en œuvre sur certains cours d'eau dégradés, des mesures de restauration de la qualité de l'eau, des habitats et des débits. Les pollutions diffuses et la morphologie des cours d'eau sont les principaux obstacles à l'atteinte de l'objectif fixé par la DCE. De nombreux reports de délai pour l'atteinte de ce bon état sont envisagés(2). Pour justifier ces reports, outre les faibles capacités de résilience(3) des masses d'eau, est notamment invoquée, la notion de coûts disproportionnés des travaux à mettre en œuvre. Mais dans quelle mesure et par rapport à quelles références est-ce réellement disproportionné ? Certaines études, menées par la Direction des Etudes Economiques et de l'Evaluation Environnementale (D4E)(4), tendent à relativiser ce constat...

Une restauration coûteuse...

La restauration des masses d'eau passe principalement par trois types d'actions :

- **L'amélioration des systèmes d'épuration** : les mises aux normes des stations imposées par la Directive ERU(5) font que les problèmes sont en passe d'être réglés ;
- **La restauration morphologique des cours d'eau** qui ont été dégradés par les travaux d'hydraulique agricole (recalibrage, rectification, drainage...), par les aménagements pour la navigation (chenalisation, canalisation...) ou encore par la pose de seuils et barrages : les mesures sont coûteuses du fait de l'important linéaire concerné ;
- **La réduction des prélèvements pour l'irrigation et des pollutions agricoles** : les mesures envisagées ont un coût élevé ; cela provient en grande partie de la grande surface que doivent couvrir les mesures, mais également des freins socio-économiques qui imposent un coût et/ou une compensation financière souvent importante.

... mais dont les bénéfices sont plus importants que l'on ne le croit !

Outre la reconquête d'un meilleur état « écologique » de la masse d'eau concernée, la restauration générera des bénéfices dont certains sont « marchands », directement calculables (par exemple, réduction du coût de traitement de l'eau), et d'autres « non marchands » (par exemple, satisfaction des usagers quant à la valeur paysagère ou les usages récréatifs comme la pêche ou la promenade).

L'évaluation des bénéfices non marchands de



Prairies inondables bordant le Loir à Cré sur Loir (72). © Raphaël Chaussis

la restauration peut se faire en 2 temps :

1. Evaluation de la valeur actuelle, à partir par exemple de l'analyse des coûts de transport que l'individu est prêt à payer pour pratiquer son activité sur un cours d'eau. Cette valeur est exprimée en €/visite.
2. Evaluation de la valeur supplémentaire du cours d'eau restauré, en analysant la distance supplémentaire et/ou le droit d'entrée dont l'utilisateur accepte de s'acquitter pour pratiquer un loisir sur un cours d'eau de qualité. Cette évaluation du bénéfice non marchand de la restauration est appelée « consentement à payer » (CAP). Elle s'exprime en €/an/ménage.

Reste à savoir maintenant si ces bénéfices supplémentaires sont significatifs comparativement aux coûts de restauration, ou s'ils ne pèsent que très peu... C'est ce qu'a tenté de définir la D4E à travers des études de cas menées sur deux cours d'eau très différents, dont les usages ne sont en aucun cas comparables : le Loir(6), un cours d'eau de plaine du bassin Loire-Bretagne, entre Beauce et Maine, et le Gardon(7) un cours d'eau méditerranéen descendant des Cévennes pour se jeter dans le Rhône en amont du delta de la Camargue. Une troisième étude porte sur le cas particulier d'un ouvrage localisé, le barrage de

Poutès-Monistrol(8) sur l'Allier, avec l'analyse de la valeur du retour du Saumon atlantique dans l'hypothèse de son démantèlement.

Le cas du Loir

Seul un tronçon de 70 km a été étudié sur le Loir. L'étude a d'abord évalué le bénéfice de la pratique des activités dans son état écologique actuel : il s'agit d'une masse d'eau sans grande particularité touristique, et pourtant, les valeurs d'usage relevées sont de 15.6€/visite pour la promenade, 12.2€ pour la pêche et 8.6€ pour le canoë-kayak(9).

Les consentements à payer pour la restauration ont été évalués à 24€/an/ménage pour les non-usagers et 34.8€/an/ménage pour les usagers, ce qui porte les bénéfices non marchands d'une restauration de ce cours d'eau à une valeur comprise entre 700 000 et 1 000 000 €/an, pour les communes incluses et limitrophes du site retenu.

Actuellement, toutes les masses d'eau du bassin du Loir sont en report de délais 2021 ou 2027, pour les paramètres nitrates et morphologie. Les reports sont attribués à l'inertie du milieu pour les nitrates, mais c'est la faisabilité technico-économique qui est invoquée pour la morphologie (déficience de

(1) Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau.

(2) Report de délai : on repousse à 2021 ou 2027 l'atteinte du « bon état écologique », qui doit normalement se faire en 2015 selon la Directive Cadre sur l'Eau. Ces reports doivent être justifiés. (3) Certains cours d'eau à écoulement peu dynamique, comme ceux de plaine, mettent longtemps à récupérer leurs qualités fonctionnelles, même après restauration. Il en va de même pour les nappes d'eau, dont les teneurs en nitrates notamment, évoluent parfois très lentement. (4) D4E : direction du Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire (MEEDDAT). (5) Directive ERU : Directive du Conseil de l'Union Européenne n°91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines. Elle impose une mise aux normes des installations d'épuration avant 1998 pour les plus grandes, voire 2000 ou 2005 pour les plus petites (les stations < à 2000 équivalents-habitants ne sont pas concernées).

La restauration des cours d'eau



Gorges du Gardon (30). © Manuel Ibanez

maîtrise d'ouvrage, mais surtout disproportion des coûts pour les travaux à engager). Sachant que chaque année supplémentaire avec une masse d'eau en mauvais état, c'est potentiellement 1 million d'€ de bénéfices non marchands qui sont perdus... la notion de disproportion des coûts s'en trouve quelque peu atténuée...

Pour information, les coûts de restauration sur tout le bassin du Loir sont évalués à 120 millions d'€ sur 2010-2015. Et rien ne démontre que les travaux, s'ils sont engagés plus tard, ne seront pas plus onéreux, si les masses d'eau concernées continuent de se dégrader !!!

Le cas du Gardon

Le cas du Gardon est encore plus explicite : ici les activités kayak et baignade sont très développées. Seule une partie aval du Gardon de 25 km, est retenue pour l'étude. Les valeurs d'usages actuels sont évaluées à 19.3€ par visite pour la promenade, 12.8€ pour la pêche, 12.6€ pour le kayak et 12€ pour la baignade.

Les CAP, allant de 14.1€ à 35.2€/an/ménage selon l'usage, représentent un bénéfice non marchand de la restauration de **2.86 million d'€ annuels** ! Les **1.88 million d'€** nécessaires pour atteindre le bon état sur ce même tronçon paraissent faible au regard des bénéfices annuels d'une restauration. En effet, l'analyse des 3 scénarii possibles (bon état en 2015, 2021 ou 2027) démontre très clairement

l'intérêt d'une restauration d'ici 2015 : les bénéfices de la restauration (différence entre les avantages et les coûts actualisés) s'élèvent à 36 millions d'€ pour une restauration d'ici 2015, à 24 millions d'€ pour 2021 et à 16 millions d'€ pour 2027... Excusez du peu !

un cas plus localisé : Poutès-Monistrol, l'emblématique

Le complexe hydroélectrique de Monistrol d'Allier est constitué par 2 chutes : l'une située sur l'Ance du Sud (2 barrages successifs), l'autre située sur l'Allier (barrage de Poutès). Jusqu'à présent, la chute de l'Ance du sud n'a jamais été remise en cause par les associations, le compromis actuel entre productivité et dégradation de la rivière étant tolérable... Par contre, le barrage de Poutès pose de nombreux problèmes : il se situe au premier rang des obstacles à traiter pour ce qui concerne la restauration et la continuité écologique sur le bassin de la Loire. En effet, il s'agit du principal point noir au rétablissement de la dernière population de Saumon atlantique « grand migrateur » (plus de 900 km parcourus en rivière) : l'essentiel des frayères est situé à l'amont de l'ouvrage, certaines d'entre elles étant noyées par le remous du barrage.

Dans ce cas précis, il ne s'agit plus seulement de comparer le coût de la restauration aux bénéfices marchands et non marchands attendus ; il faut également prendre en compte les gains découlant de l'exploitation du complexe hydroélectrique.

Pour évaluer les bénéfices d'un effacement, 3 hypothèses ont été formulées :

- scénario a : Le rétablissement suffisant d'une population de saumon pour rouvrir sa pêche et instaurer un quota de 1 000 prises par an⁽¹⁰⁾ ;
- scénario b : Le rétablissement suffisant du saumon pour lui redonner une valeur patrimoniale perceptible par les non usagers, sans pouvoir rouvrir la pêche ;
- scénario c : Le rétablissement insuffisant du saumon pour un changement de valeur patrimoniale.

Le bénéfice marchand d'une partie de pêche du saumon a été évalué à 54 € ; et le nombre de visites a été estimé à 32 000 par an, ce qui correspond à un Total Autorisé de Captures de 1 000 saumons. Le bénéfice marchand d'une réouverture de la pêche au saumon s'élève donc à 1 728 000 €/an.

Concernant le bénéfice non marchand lié à la réapparition d'une valeur patrimoniale du saumon pour les non-usagers⁽¹¹⁾, il s'élève à 5.5€/personne soit 2 978 750 €/an.

Ceci donne respectivement :

- Pour le scénario a : **4 686 750 €/an** de bénéfices marchands et non marchands ;
- Pour le scénario b : **2 978 750 €/an** de bénéfice non marchand. A noter que la rareté supposée du saumon par rapport au scénario a n'a pas ici été prise en considération. Or, elle devrait conduire à lui attribuer une valeur patrimoniale plus élevée et donc nécessiter un calcul différent ;
- Pour le scénario c : pas de bénéfice supplémentaire.

Selon l'étude, le surcoût lié au maintien de l'ouvrage s'élève pour la collectivité de **20 millions d'€** (scénario b) à **56 millions d'€** (scénario a), sachant que le TAC pourrait très bien être supérieur à 1 000. A comparer aux **150 000 € annuels** de taxe professionnelle perçue par la collectivité au titre de l'exploitation du complexe en entier...

Qu'est-ce qu'on attend ?

Alors que les coûts disproportionnés des mesures de restauration servent d'alibi à tout un groupe d'acteurs gestionnaires ou utilisateurs de l'eau, pour reporter l'atteinte du bon état⁽¹²⁾, ce genre d'étude gagnerait à être mieux connu et diffusé à l'ensemble des décideurs, notamment aux maîtres d'ouvrage, ou encore aux membres des comités de bassin.

Dans quel but ? Pour leur montrer que rendre les rivières vivantes est un gage de bénéfices à moyen-long terme et le meilleur investissement pour l'avenir.

La DCE sous-entend que les reports de délais doivent être l'exception, et qu'ils doivent être dûment justifiés ; or, au niveau national, les objectifs d'atteinte du bon état sont à peine supérieurs à 50% des masses d'eau...

Faudra-t-il attendre une fois de plus que les contraintes de l'Union Européenne - bien plus douloureuses financièrement que les travaux de restauration - nous poussent à agir ?

Raphaël CHAUSSIS
Chargé de mission au Réseau Eau
France Nature Environnement

(6) DERONZIER P., TERRA S., mars 2006 : Etude sur la valorisation des aménités du Loir, D4E. http://www.ecologie.gouv.fr/article.php?id_article=6002 (7) CHEGRANI P., novembre 2007 : Analyse coûts-avantages de la restauration d'une rivière : le cas du Gardon aval, D4E. <http://www.ecologie.gouv.fr/Analyse-couts-avantages-de-la.html> (8) LESIEUR C., septembre 2007 : L'analyse socio-économique des projets hydrauliques : le cas de Poutès, D4E. <http://www.ecologie.gouv.fr/L-analyse-socio-economique-des.html> (9) La valeur pour l'usage canoë-kayak est faible du fait du caractère lent du cours d'eau. La valeur pour le VTT n'a pu être déterminée. (10) Valeur reprise sur un modèle comparable. (11) Valeur que l'on attribue à une entité, même si aucun usage n'en est fait ; comme c'est le cas pour la biodiversité. (12) En Loire-Bretagne par exemple, les objectifs d'atteinte du bon état en 2015 sont passés de 50% à 45%, sous prétexte que les coûts étaient trop élevés. Ces derniers sont alors passés de 1 milliard d'€/an à 500 millions d'€/an.

Révision des SDAGE : d'après négociations sous la pression des lobbies les plus influents

Il est habituel, lors des discussions autour d'un projet de loi, que le texte initial soit modifié ou amendé, moyennant suppressions de dispositifs trop contraignants ou ajouts de dérogations nouvelles qui en limitent finalement la portée. Le texte final est le reflet de cette négociation encadrée par la procédure parlementaire, même si, en général, il satisfait plus ou moins fortement la majorité qui l'a présenté. C'est ce qui se passe, ou devrait se passer, en bonne démocratie, de manière ouverte et transparente, chaque amendement étant l'objet d'une motivation expresse et d'une discussion contradictoire.

Le SDAGE, une victime de la concertation ?

Cette façon de procéder est-elle applicable à la révision des SDAGE⁽¹⁾, et est-ce dans cet esprit que le débat a été mené ? La réponse est non, dans les deux cas. Pour la forme, on ne saurait considérer que le SDAGE est une loi, et on nous l'a souvent rappelé lors des débats. Tout ce qui pouvait « créer du droit » en a été écarté, à tort⁽²⁾. Et pourtant, les comités de bassin ont le devoir de se donner les moyens des buts qu'ils sont censés poursuivre... et même atteindre ! La Directive Cadre sur l'Eau⁽³⁾ est assez claire sur ce point, comme le seront les condamnations de la part de l'Europe à terme : il y a obligation de résultat en matière d'atteinte du bon état ou bon potentiel des eaux.

Ainsi, le texte initial du projet de SDAGE a été conçu à partir de « l'état des lieux », auquel il répond en termes de moyens à mettre en oeuvre pour atteindre le « bon état des eaux » demandé par la DCE. De très nombreuses propositions ont ensuite été faites par les différents acteurs de l'eau, au sein des comités de bassin ; mais au final, le texte semble n'avoir retenu que les affaiblissements. Notamment en Loire-Bretagne, tout ce qui pouvait contribuer à un réel changement des pratiques agricoles est devenu simple recommandation, incitation... en bref, un bruit de fond musical pour salle d'attente du bon état des eaux. Or, si on ne touche pas aux pratiques agricoles actuelles, on ne touche à rien.

Les rejets des industries sont identifiés, localisés, surveillés et de mieux en mieux traités. Ceux des collectivités sont de mieux en mieux pris en compte (la directive ERU y est, il est vrai, pour beaucoup⁽⁴⁾). Reste le problème le plus pénalisant en terme de qualité des eaux :



Discussions autour du projet de SDAGE lors du débat public organisé par l'Agence de l'eau Loire-Bretagne à Orléans. © Raphaël Chaussis

le problème agricole, où les pollutions sont continues mais diffuses, et où l'on cherche encore à concilier deux notions complètement incompatibles : agriculture intensive et respect de l'environnement. A l'heure où commencent les négociations sur le contenu réglementaire des 4^{èmes} programmes d'action (les 3 premiers ayant échoué), il est assez effarant de constater en 2008, dans des réunions de bassin traitant des actions à mener dans les zones vulnérables aux nitrates, que des agriculteurs considèrent des taux de 50 ou 60 mg/l de nitrates comme une chose « normale » et « inévitable », une fatalité... sans laquelle il ne saurait y avoir de rendement. Une preuve par l'absurde, en quelque sorte !

Des avancées minimalistes, un compromis peu satisfaisant

Il a été dit et répété, lors du vote du projet de SDAGE Loire-Bretagne, qu'il représentait un « bon compromis ». Mais s'agit-il d'un « bon » compromis ? Est-ce même seulement un compromis ? Encore une fois, non dans les deux cas. Ce n'est pas un « bon » compromis parce qu'il se situe entre ce qui a toujours été fait jusque là, et ce qui devrait l'être pour atteindre les buts qui nous sont fixés. Et ce n'est pas un compromis non plus, car aucune proposition provenant des représentants des APNE, des associations de pêcheurs ou de consommateurs n'a été retenue

(1) SDAGE : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux. (2) Le SDAGE peut créer du droit au sens propre du terme, puisqu'il est opposable aux décisions administratives. Ce qu'il ne peut faire, c'est modifier ou créer des procédures administratives. Voir la Lettre Eau n° 41, p.4 : « Le SDAGE peut-il créer du droit ? Une controverse qui cache de vrais enjeux ». (3) DCE : Directive 2000/60/CE fixant une obligation d'atteinte du bon état des eaux en 2015. (4) DERU : Directive n° 91/271/CEE du 21 mai 1991 sur les Eaux Résiduaires Urbaines, qui impose la conformité des stations d'épuration avant 2005, voire 2000 ou 1998 pour les plus importantes.

Révision des SDAGE

(nous reviendrons plus loin sur le cas des représentants de la « société civile »).

Un cas de figure assez emblématique est celui du phosphore. Le texte initial prévoyait que l'équilibre de la fertilisation en phosphore devait être respecté : simple rappel de la réglementation nationale qui impose de longue date ce principe⁽⁵⁾, et qui a déjà valu à l'Etat un rappel à l'ordre⁽⁶⁾. Mais rapidement, cette obligation a été uniquement applicable aux créations et renouvellements d'exploitation, et assortie d'un délai de 3 ans. Puis, le délai fut ensuite porté à 5 ans. Dernier avatar : la profession agricole a voulu retirer définitivement le respect de l'équilibre en phosphore dans le SDAGE ! Là, même les industriels se sont insurgés. Au final, non seulement le projet ne crée pas du droit, mais il se trouve en retrait par rapport au droit national en vigueur. Il n'est pas sûr que les juges apprécient...

La représentativité, source de tous les maux

Au fond, pourquoi le nouveau SDAGE est-il si peu différent du précédent ? La réponse est dans la composition même des comités de bassin : le monde agricole et l'industrie y sont sur-représentés dans les faits, bien au-delà des apparences. En effet, dans la nouvelle composition du Comité de bassin Loire-Bretagne, les représentants du monde agricole dans le collège des « Usagers » sont au nombre de 10 (aucun représentant de l'agriculture biologique). Mais il faut y ajouter les agriculteurs déguisés en industriels : conserveries, laiteries, coopératives agricoles, irrigants... Ils sont 19 au total, appuyés par 16 autres industriels et 2 producteurs d'électricité. En face, il y a un aquaculteur, un conchyliculteur, 4 représentants des fédérations de pêche, 6 représentants des consommateurs dont un agriculteur,

7 représentants des APNE, et une « personne qualifiée ». Faites le compte : cela représente au mieux 19 voix, plus fréquemment 18.

Impossible non plus de compter sur la majorité des élus pour défendre la société civile. En effet, beaucoup d'entre eux sont des représentants des communes rurales, souvent agriculteurs ou très proches du monde agricole. De plus, leur mandat impose une certaine prudence quant à certains sujets, comme par exemple les redevances, pour lesquels ils sont à la fois contributeurs et allocataires... ce qui limite singulièrement leurs prises de position, pour ne pas froisser l'électorat ! Et il y aura toujours une échéance électorale plus proche que 2015, 2021 ou 2027...

Josselin DE LESPINAY
Délégué régional ANPERTOS Val de Loire
2 Square Francis Poulenc – 37 000 Tours
josselin.de-lespinay@laposte.net





FRANCE NATURE
ENVIRONNEMENT

www.fne.asso.fr

Agir,
c'est dans
ma nature



Protection des espèces en danger,
préservation des milieux aquatiques et terrestres,
promotion d'un développement durable et équilibré des territoires...

Depuis plus de 30 ans,
France Nature Environnement
oeuvre sur tout le territoire français
pour la préservation
de notre environnement

Et vous, qu'attendez-vous pour agir ?

Si vous partagez les mêmes idées, vous avez les moyens d'agir et d'aider
France Nature Environnement à réaliser ses missions !
Le Crédit Coopératif met, à votre disposition, deux produits solidaires
pour aider à préserver l'environnement.

Quand banque rime avec solidarité

Fort d'un réseau de près de 70 agences en France, le Crédit Coopératif propose
une alternative aux produits bancaires classiques avec sa large gamme
de produits solidaires.
En association avec des organisations à vocation éthique et humanitaire,
le Crédit Coopératif associe la solidarité avec l'épargne depuis plus de 20 ans.

N'attendons pas qu'il soit trop tard !

Tous les avantages des produits bancaires classiques...
...la solidarité en plus
Venez découvrir les produits solidaires développés
par le Crédit Coopératif
<http://www.banque-solidarites.coop>

Le livret Agir

-Le livret est rémunéré au taux du livret A + 1 %
-La moitié de vos intérêts annuels est reversée à
France Nature Environnement
-Votre don vous donne droit à une réduction d'impôt

La carte Agir

-3 euros sont versés immédiatement
à France Nature Environnement par le
Crédit Coopératif à la souscription
- 0,06 euros sont versés,
par le Crédit Coopératif à chaque
utilisation de la carte, en France
ou dans le monde

(5) Exemples : Arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (art. 36) ; arrêtés ministériels du 7 février 2005, fixant les règles auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou gibier à plumes, et de porcs soumis à autorisation ou à déclaration au titre du livre V du code de l'environnement. (6) Tribunal administratif de Rennes, 9 septembre 2004, n°012954, *Eau & Rivières de Bretagne*.

2^{ème} Concours photo sur le bassin Loire Bretagne Rivières artificielles et rivières naturelles

L'état physique des cours d'eau en images pour des milieux aquatiques vivants en 2015

Les altérations physiques, comme les barrages, l'artificialisation des berges ou encore la création de canaux, sont la première cause de dégradation des cours d'eau en Loire-Bretagne. On parle également de dégradation de la morphologie des cours d'eau.

Qu'est ce qu'une rivière aménagée ? Qu'est ce qu'une rivière vivante ? Comment l'homme a-t-il domestiqué l'eau au fil du temps ? Comment réparer les dégâts ?

Tous à vos appareils photos pour nous montrer comment, près de chez vous, sont aménagées, dégradées, préservées ou restaurées les rivières... Bref, montrez-nous ce qu'il faut faire et ne pas faire !

Vos photos pourront faire l'objet d'une exposition photographique, comme à la suite du concours 2007. Celle-ci constituera un outil de communication privilégié sur la morphologie des cours d'eau, thème méconnu mais au combien important pour le bon état des eaux en 2015.

En participant à ce concours, et en nous envoyant vos créations, vous oeuvrez avec nous « pour une eau vivante ».

Modalités de participation :

- Photos en couleur
- Photos papier (avec les négatifs) ou numériques (format JPEG - 3 Méga pixels minimum)
- 4 photos au maximum par participant
- Date limite de réception des photos : **le 15 octobre**
- Préciser le nom de l'auteur, la date et le lieu pour chaque photo

Des prix récompenseront l'ensemble des participants, notamment des week-ends de découverte « nature » pour les meilleures photos sélectionnées.

Vous pouvez envoyer vos photos ou nous contacter à :
Réseau eau de FNE - 6 rue Dupanloup - 45 000 Orléans
02 38 62 55 90 - eau@fne.asso.fr

Pour plus de précisions sur les modalités du concours, visitez notre site: www.fne.asso.fr

Avec le soutien financier de :

